

Unité bidépartementale Eure Orne  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 29/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TAP 3D TRAITEMENT ANTI PARASITAIRE DERATISATION, DESINFECTION, DESINSECTISATION**

8 AVENUE DE PARIS  
61200 Argentan

Références : SRI/EmGo-154  
Code AIOT : 0100056337

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement TAP 3D TRAITEMENT ANTI PARASITAIRE DERATISATION, DESINFECTION, DESINSECTISATION implanté 8 AVENUE DE PARIS 61200 ARGENTAN. L'inspection a été annoncée le 26/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 définie par le ministre en charge de l'environnement en date du 15 décembre 2023 portant sur les entreprises utilisant les produits professionnels de lutte contre les nuisibles (rodenticides TP14 et insecticides TP18). L'action consiste à contrôler le respect par les professionnels du secteur des activités de désinfection, dératisation et désinsectisation (3D) des obligations entrées en vigueur le 1er janvier 2024 (par la publication de l'arrêté ministériel du 23 janvier 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 9 octobre 2013 relatif aux conditions d'exercice de l'activité d'utilisateur professionnel et de distributeur de certains types de produits biocides).

Cette action s'inscrit également dans le cadre du quatrième plan national santé-environnement (PNSE4) et des actions du Gouvernement pour la protection de la biodiversité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TAP 3D TRAITEMENT ANTI PARASITAIRE DERATISATION, DESINFECTION, DESINSECTISATION
- 8 AVENUE DE PARIS 61200 ARGENTAN
- Code AIOT : 0100056337
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TAP 3D, installée à Argentan, exerce des activités de vente de produits aux particuliers et aux agriculteurs tout en assurant des prestations visant la suppression des nuisibles dites "activités 3D". A l'adresse contrôlée, elle dispose de bureaux, d'un espace de vente et d'un stock de produits dédiés aux prestations proposées.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Certibiocides
- BIOCIDES

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors du présent contrôle, il a pu être vérifié l'utilisation de l'application Trackdéchets dédiée à la traçabilité de la gestion des déchets dangereux résultant des prestations réalisées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration d'activité d'utilisateur et de distributeur	Arrêté Ministériel du 09/10/2013, article 11	Demande d'action corrective	15 jours
4	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 22/05/2012, article 65 et 70	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclaration sur le portail internet BioCID	Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R.522-18 et article L.522-2 du code de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des produits biocides	l'environnement	
3	FDS et AMM : respect des dispositions	Règlement européen du 22/05/2012, article 17	Sans objet
5	Respect des engagements du label "Punaises de lit"	Autre du 01/01/2022, article charte engagements	Sans objet
6	Statut d'approbation du couple SA/TP des produits utilisés	Règlement européen du 22/05/2012, article 17, 65 et 89	Sans objet
7	Vérification de l'AMM ou du dépôt de dossier d'AMM	Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 65	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection ne conduit pas à formuler de remarque complémentaire à celles reprises dans les points de contrôle (déclaration sur le site <https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr/>, fiches données de sécurité (FDS) et mise à disposition des FDS et des autorisations de mise sur le marché (AMM)). La vérification de la gestion de la formation et du certificat Certibiocide du seul intervenant de la société n'appelle pas de remarque particulière.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration d'activité d'utilisateur et de distributeur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/10/2013, article 11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Certibiocides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 11 de l'arrêté du 9 octobre 2013 modifié : Les entreprises exerçant les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté se déclarent annuellement avant le 31 mars sur l'application <a href="https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr/">https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr/</a> Cette déclaration comprend notamment : - le nom, la raison sociale et le numéro SIRET de l'entreprise ; - le nombre de personnes de l'entreprise exerçant les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté ainsi que leurs numéros de certificats individuels visés à l'article 2 ; - le nombre de personnes de l'entreprise exerçant les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et bénéficiant des conditions définies à l'article 9 du présent arrêté.

Les entreprises tiennent à jour les informations transmises.
<b>Constats :</b>  La déclaration, au titre de l'année 2024, n'est pas accessible sur le site <a href="https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr/">https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr/</a> . Elle a pour objectifs de confirmer l'utilisation de produits biocides au sein de la société et d'actualiser la liste des salariés détenteurs d'un certificat Certibiocide.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  20240926-Demande n°1: L'exploitant procédera sous un délai de 15 jours à compter de la date de réception du présent rapport à la déclaration annuelle sur le site <a href="https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr/">https://certibiocide.din.developpement-durable.gouv.fr/</a> et s'assurera pour les prochaines années du respect de la fréquence annuelle de déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 2 : Déclaration sur le portail internet BioCID des produits biocides

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R.522-18 et article L.522-2 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits biocides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article L.522-2 I.-Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide déclare ce produit à l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionnée à l'article L.1313-1 du code de la santé publique préalablement à la première mise à disposition sur le marché.  Article R.522-18 : La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L.522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national.
<b>Constats :</b>  Après parcours des locaux de stockage des produits biocides, une vérification par sondage a pu être réalisée sur les produits suivants: - GENERATION GRAIN'TECH (AMM n°FR-2012-0504 du 23/02/2012) - 11/04/2013 - TP14 - Rodenticides - AEDEX EC (AMM : statut transitoire, demande déposée le 01/06/2020) - TP18 - Insecticides, acaricides et produits utilisés pour lutter contre les autres arthropode - usage par des professionnels - CEREON (AMM n°FR-2013-0013 du 11/04/2013) - TP14 - Rodenticides Les 3 produits cités ci-avant sont bien identifiés comme produits biocides TP14 et TP18 sur le site

<a href="https://biocid-anses.fr/">https://biocid-anses.fr/</a> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : FDS et AMM : respect des dispositions**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 17
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits biocides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 17 du BPR : 5. Les produits biocides sont utilisés dans le respect des conditions de l'autorisation stipulées conformément à l'article 22, paragraphe 1, et des exigences en matière d'étiquetage et d'emballage énoncées à l'article 69.
<b>Constats :</b>  La présente inspection ayant été réalisée au sein du siège de la société, les dispositions de mise en oeuvre des produits n'ont pu être vérifiées. Les conditions de stockage n'appellent pas de remarque particulière. Le local d'entreposage des produits n'étant pas accessible aux clients mais uniquement au personnel. Le stockage de produits liquides même en quantité limitée est toutefois à privilégier sur rétention afin de limiter les éventuelles égouttures sur le sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 65 et 70
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits biocides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 65 du BPR : 2. Les États membres prennent les mesures nécessaires afin que des contrôles officiels soient réalisés pour veiller au respect du présent règlement. Afin de faciliter le contrôle de ce respect, les fabricants de produits biocides mis sur le marché de l'Union maintiennent, en ce qui concerne le processus de fabrication, une documentation appropriée sous format papier ou électronique ayant trait à la qualité et à la sécurité du produit biocide à mettre sur le marché et stockent des échantillons de lots de fabrication. La documentation inclut au minimum : a) les fiches de données de sécurité et les spécifications des substances actives et autres ingrédients utilisés pour fabriquer le produit biocide ;
Article 70 du BPR : Les fiches de données de sécurité pour les substances actives et les produits biocides sont établies et mises à disposition conformément à l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006, s'il y a lieu.
<b>Constats :</b>

<p>La société dispose d'un suivi sous format papier permettant la mise à disposition en continu des données de sécurité nécessaires à son personnel. La vérification réalisée par sondage à partir des 3 produits ci-dessous montre que la mise à jour et la disponibilité papier n'est pas complète.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- GENERATION GRAIN'TECH</li> <li>- AEDEX EC</li> <li>- CEREOX</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>20240926 - Demande n°2 : La société TAP 3D s'assurera de disposer des dernières versions de l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits actuellement stockés ou mis en œuvre. Elle s'assurera à l'issue de mettre à disposition de son personnel intervenant les FDS au minimum à chaque nouvelle commande.</p> <p>20240926 - Demande n°3 : En complément des FDS et des notices fournisseurs des produits, l'inspection invite la société à mettre également à disposition de son actuel seul intervenant les autorisations de mise sur le marché (AMM) lorsqu'elles sont disponibles. (<a href="https://www.anses.fr/fr/decisions_biocide">https://www.anses.fr/fr/decisions_biocide</a>).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 5 : Respect des engagements du label "Punaises de lit"**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2022, article charte engagements</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits biocides</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les entreprises revendiquant le label "punaises de lit" sont des entreprises formées et reconnues dans la maîtrise des populations de punaises de lit qui se sont engagées en signant une charte des bonnes pratiques pour la maîtrise des punaises de lit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société TAP 3D réalise également des interventions visant la destruction des punaises de lit sans en faire son activité principale.</p> <p>Elle mentionne cette activité sur le site internet de la société sans mettre en avant l'utilisation du logo visant le label "punaises de lit".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Statut d'approbation du couple SA/TP des produits utilisés**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 17, 65 et 89</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits biocides</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 17 du règlement BPR :</p> <p>1. Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été</p>

autorisés conformément au présent règlement.

Article 65 du règlement BPR :

1. Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour contrôler si les produits biocides et les articles traités mis sur le marché sont conformes aux exigences du présent règlement.

Article 89 du règlement BPR (mesures transitoires) :

2. Par dérogation à l'article 17, paragraphe 1, à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement et sans préjudice des paragraphes 1 et 3 du présent article, un État membre peut continuer d'appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché d'un produit biocide donné pendant deux ans à compter de la date d'approbation de la dernière des substances actives à avoir été approuvée contenues dans ce produit biocide.

3. Si aucune demande d'autorisation ou de reconnaissance mutuelle simultanée n'a été soumise conformément au deuxième alinéa :

a) le produit biocide n'est plus mis à disposition sur le marché dans un délai de 180 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives ; et

b) l'élimination et l'utilisation des stocks existants du produit biocide peuvent se poursuivre pendant 365 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives.

#### Constats :

L'ensemble des produits contrôlés, sélectionnés par sondage au regard du parcours des locaux de stockage de la société TAP 3D, dispose d'une autorisation de mise sur le marché ou d'un dossier déposé. Pour les produits contrôlés, les statuts d'approbation du couple SA/TP sont les suivants:

- GENERATION GRAIN'TECH (AMM n°FR-2012-0504 du 23/02/2012) - 11/04/2013 - TP14 - Rodenticides

Nom de la substance (FR)	Code	S t a t u t d'approba tion	P é r i o d e transitoire n o n applicable	D a t e d'approba tion	Date de n o n approba ti on	D a t e d'expiratio n
Diféthialone	TP14	Approved	Non	01/11/2009		

- AEDEX EC (AMM: statut transitoire, demande déposée le 01/06/2020) - TP18 - Insecticides, acaricides et produits utilisés pour lutter contre les autres arthropode - usage par des professionnels

Nom de la substance (FR)	Code	S t a t u t d'approba tion	P é r i o d e transitoire n o n	D a t e d'approba tion	Date de n o n approba ti	D a t e d'expiratio n
--------------------------	------	----------------------------	---------------------------------	------------------------	--------------------------	-----------------------



(FR)		tion	n o n applicable	tion	approbati on	n
(1R-trans)- 2 , 2 - diméthyl- 3 - ( 2 - méthylpro p - 1 - ényl)cyclo propaneca rboxylate d e (1,3,4,5,6,7 - hexahydro -1,3-dioxo- 2 H - isoindol-2- yl)méthyle	TP18		Non			
Butoxyde d e pipéronyle	TP18	Approved	Non	01/07/2018		
Perméthri ne	TP18	Approved	Non	01/05/2016		

- CEREON (AMM n°FR-2013-0013 du 11/04/2013) - TP14 - Rodenticides

Nom de la substance (FR)	Code	S t a t u t d'approba tion	P é r i o d e transitoire n o n applicable	D a t e d'approba tion	Date de n o n approbati on	D a t e d'expiratio n
Difénacou m	TP14	Approved	Non	01/04/2010		

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 7 : Vérification de l'AMM ou du dépôt de dossier d'AMM**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/05/2012, article 17 et 65
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits biocides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 17 du règlement BPR: 1. Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été autorisés conformément au présent règlement. Article 65 du règlement BPR : 1. Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour contrôler si les produits biocides et les articles traités mis sur le marché sont conformes aux exigences du présent règlement.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des produits contrôlés dispose d'une autorisation de mise sur le marché valide ou d'un dossier déposé en cours d'instruction repris sur le site <a href="https://www.anses.fr/fr/decisions_biocide">https://www.anses.fr/fr/decisions_biocide</a> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite